

LE SOCIALISME

Le 20 décembre 2023

Une belle causerie, j'espère que vous apprécierez, écrivez-moi : jctardieu@outlook.fr

La guerre de classe à mort des oppresseurs contre les opprimés du monde entier.

- « *Nous devrions mettre fin à la mascarade selon laquelle il s'agit d'une guerre israélienne contre le Hamas. Nous devrions l'appeler ainsi : une guerre conjointe américano-israélienne contre la population de Gaza.* »

J-C – Une guerre coloniale depuis le premier jour, la preuve.

L'entreprise fut présentée dès l'origine sous un angle philanthropique et mystique qui vous rappellera sans doute quelque chose, pour mieux camoufler ses véritables intentions.

- « *C'est un juif français, le Baron E. de Rothschild, qui le premier se mit à acheter des terres, et à établir des colonies juives agricoles : Petah Tiqwah (1878) et Richon le Sion (1880) qui comptent aujourd'hui, à elles deux, près de 10.000 habitants.* »

- « *Le nouvel effort fut dirigé par deux grandes institutions : le Keren Kayemeth Leisrael, ou Fonds National Juif, fondé en 1901, et le Keren Hayessod, fondé en 1920. Le premier recueille les fonds, nécessaires à l'achat des terres, dans toutes les communautés juives du monde, et garde le domaine éminent des domaines ainsi acquis.* »

Source : Weulersse Jacques. Le problème des terres en Palestine. In: Bulletin de l'Association de géographes français, N°82, 11^e année, novembre 1934. pp. 118-122;

https://www.persee.fr/doc/bagf_0004-5322_1934_num_11_82_6951

Les éditions Fayard ont retiré des ventes en France le livre de l'historien israélien Ilan Pappé, *Le Nettoyage ethnique de la Palestine*.

Que cela ne tienne, la censure n'aura pas duré longtemps, voici l'adresse pour le télécharger gratuitement. Je l'ai trouvée et transmise à plusieurs blog dont Le Grand Soir :

<https://ia802809.us.archive.org/0/items/le-nettoyage-ethnique-de-la-palestine-ilan-pappe/Le%20nettoyage%20ethnique%20de%20la%20Palestine%20%28Ilan%20Papp%C3%A9%29%20.pdf>

A qui appartient la Palestine ? Devinez.

Palestine, histoire d'une terre -1880-1950 (Part 1)

<https://www.youtube.com/watch?v=gi1f8G1tc0E>

Palestine, histoire d'une terre - 1950-1991 (Part 2)

<https://www.youtube.com/watch?v=HKSQ1b0hBvo>

Après nous avoir expliqué que l'ONU n'avait jamais respecté les principes dont elle s'était dotée pendant plus de 75 ans, dans son dernier article Thierry Meyssan (Réseau Voltaire) se demande si demain les Brics parviendront à réformer l'ONU pour que ces principes soient appliqués, il se fout littéralement du monde.

Il y en a encore qui veulent nous faire croire que le capitalisme serait réformable, au moment même où il nous présente son visage le plus hideux qui soit en massacrant le peuple Palestinien, charlatanisme !

- *"D'où la question : les Brics parviendront-ils à réformer l'Onu et à le ramener au respect de ses principes ou échoueront-ils à préserver la paix ?"*

J-C – Ah « *le monde d'avant* » était si merveilleux !

Nous aussi on a de la suite dans les idées. Vaut mieux !

Je reproduis ici le début d'une causerie que j'avais rédigé un soir il y a une dizaine de jours, et que j'avais prévu de publier après la lecture d'un article du Réseau Voltaire, j'étais parvenu à une toute autre conclusion qui me semblait plus vraisemblable, car s'y mêlait des intérêts à la fois économique et politique. J'y avais consacré près de 3 heures en partant de liens qui renvoyaient à des articles publiés les derniers mois dans la presse arabe que j'ai traduits en français à l'aide de Google. J'avais ensuite téléchargé ces articles et je les ai lus très attentivement, l'un d'entre eux provenait d'un institut basé en Israël animé par des chercheurs et des historiens notamment, en voici quelques extraits significatifs.

Au départ j'étais parti sur cette histoire du gisement de gaz à proximité des côtes de la bande de Gaza qui faisait l'objet de négociations depuis un an, dans laquelle était impliquée le gouvernement israélien, égyptien, l'Autorité palestinienne et le Hamas, et indirectement les Etats-Unis, le Liban et la Turquie. Ces négociations étaient suffisamment avancées au mois de juillet 2023, donc deux mois à peine avant le 7 octobre, pour qu'un accord soit signé avant la fin de l'année entre les différentes parties, c'est tout du moins ce qui ressortait des analyses de l'ensemble des commentateurs de la région, y compris israéliens.

Parallèlement se déroulaient des discussions entre Israël et l'Arabie saoudite sur le modèle des accords d'Abraham signés en 2020 entre Israël et les Emirats Arabes Unis ainsi que Bahreïn, afin de parvenir à une normalisation entre les deux pays équivalent à un traité de paix ou à la reconnaissance d'Israël par l'Arabie saoudite scellant le triste sort des Palestiniens laissés à la merci de leurs tortionnaires, en échange d'un pacte de sécurité et d'un programme nucléaire, mais pas que, car en toile de fond figurait le projet d'établir un oléoduc depuis l'Arabie saoudite jusqu'au port d'Eilat sur la mer Rouge. Je laisse la parole à ce blog.

- Pour le journal financier israélien, *“exporter le pétrole vers l'Europe via un pipeline terrestre reliant Israël aux États du Golfe aidera à contourner les routes maritimes dangereuses et coûteuses, notamment, le détroit d'Ormuz et le canal de Suez”*.

En septembre, Israël et l'Arabie saoudite ont annoncé un plan pour construire un pipeline entre les pays afin d'exporter le pétrole saoudien vers l'Europe. En octobre, l'EAPC a signé un protocole d'entente avec les Emirats arabes unis pour transporter le pétrole jusqu'au port d'Eilat, et de là jusqu'à l'Europe grâce au pipeline Eilat-Ashkelon. Dans les deux plans, passer par Israël réduit de manière importante le coût de transport du pétrole vers l'Europe en évitant le canal de Suez de l'Égypte.

Un nouveau chemin de fer et un gazoduc devaient être construits des rives du Golfe jusqu'à Ashkelon et Haïfa. La troisième étape était l'interfaçage de toutes les étapes du pipeline et qui était censé conduire le tout vers la Grèce et le sud de l'Italie.

Peu de temps après l'investiture du gouvernement Bennett, le 25 juillet 2021, le ministère de la Protection de l'environnement gèle l'accord entre le pipeline Eilat-Ashkelon et l'Émirati Med-Red. Le 16 décembre, alors qu'il y a une requête à la Haute Cour, l'État répond qu'il n'a pas l'intention d'intervenir. Début 2022, l'administration Biden annonce qu'elle retire son soutien à l'East Med

La normalisation des relations avec l'Arabie Saoudite est le rêve de Netanyahu, c'est pourquoi il a lancé de nouvelles initiatives afin de pouvoir attirer ce pays influent et riche du monde arabe vers la normalisation. M. Netanyahu a affirmé à plusieurs reprises que si les relations avec l'Arabie saoudite étaient normalisées, les tensions israélo-arabes seraient définitivement apaisées et d'autres pays arabes suivraient le même chemin.

Ces dernières années, les autorités américaines se sont efforcées de convaincre les autorités saoudiennes de normaliser leurs relations et, récemment, le secrétaire d'État américain et le conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche se sont rendus en Arabie saoudite pour discuter de cette question avec le royaume.

En fait, la tentative de Tel-Aviv de construire un chemin de fer pour transférer des marchandises de la mer Rouge à la mer Méditerranée dans les plus brefs délais a pour but d'améliorer les relations avec les pays arabes afin de permettre à ces derniers de transporter facilement et plus rapidement leurs marchandises, qui étaient auparavant acheminées vers l'Europe par le canal de Suez, depuis l'intérieur des territoires occupés.

Une meilleure coopération Égypte-Résistance, c'est ce qui permettra d'avoir une éternelle épée de Damoclès sur le trio Israël-Emirats-Arabie et d'éviter que le canal de Suez soit supprimé

des rapports de force. L’Egypte devrait peut-être réfléchir la prochaine fois à deux fois avant de mener des exercices navals conjoints avec l’Arabie en mer Rouge.

Nouvel avertissement aux lecteurs.

Il existe une multitude de blogs qui se disent indépendants, ce qui n’existe pas à moins d’être socialistes, ce qu’ils ne sont pas évidemment, qui se prétendent démocratiques, alors qu’en réalité ils ne le sont pas, si vous leur envoyez des commentaires qui mettent en lumière leurs contradictions ou leur imposture, ils les censureront systématiquement ou une armée de trolls s’abattrà sur vous.

Ils présentent bien, ils écrivent ce que les lecteurs ont envie de lire, ils flattent leurs attentes, c’est de cette manière-là qu’ils les trompent. Ils reprennent à leur compte une partie des aspirations universelles légitimes qui étaient généralement défendues par ce qu’on a appelé abusivement la gauche, pour mieux berner travailleurs ou militants qu’ils entraîneront ensuite dans une direction opposée à leurs intérêts ou leur faire partager des positions réactionnaires.

Leur objectif inavoué est de les éloigner le plus possible du socialisme, en leur proposant une orientation politique compatible avec le maintien en place du système capitaliste et ses institutions. Ils proposent un modèle de société qui finalement serait une copie conforme de celle qui existe déjà, qu’ils se présentent de gauche ou qu’ils soient résolument de droite, voire d’extrême droite.

Je connais des travailleurs et des militants, qui à les entendre partageaient en grande partie mes idées, ce qui à mon avis était une affirmation excessive ou inexacte, et qui en étaient arrivés à s’enticher de blogs d’extrême droite sans qu’ils en aient eu la moindre idée en général, certains iront même jusqu’à se demander où était le problème ou s’en accommoderont, tout cela pour dire à quel degré de confusion il est possible d’arriver ou quel danger représentent ces blogs.

Pendant plus de 15 ans j’ai publié des dizaines de milliers d’articles ou extraits d’articles provenant de médias dits alternatifs ou indépendants en fournissant aux lecteurs une grille de lecture, afin qu’ils aient conscience des orientations politiques qui y figuraient et qui ne correspondaient pas à leurs intérêts ou aspirations, au socialisme.

Une multitude de fois je les ai mis en garde, je leur ai expliqué qu’il fallait se méfier comme de la peste des apparences trompeuses que présentaient un grand nombre de blogs.

J’ai pris la peine de préciser, que l’intérêt des articles que je publiais résidait uniquement dans les faits qu’ils portaient à notre connaissance, que les médias mainstream censureraient ou déformaient, et qu’en aucun cas il ne fallait se fier aux analyses ou aux conclusions de leurs auteurs, sachant qu’ils avaient tous adopté l’idéologie capitaliste. Ce que j’avais en tête à ce moment-là et que je n’ai pas dit aux lecteurs, c’est que j’étais persuadé que lorsqu’une crise surviendrait ou la situation politique se tendrait et la réaction se radicaliserait, au pire ces blogs pencheraient ouvertement à droite, au mieux ils ne seraient plus d’aucune utilité à leurs lecteurs ou ils seraient condamné à ne plus sortir que des lieux communs sans intérêt, par

crainte de se compromettre ouvertement ou de paraître trop à droite, car par ailleurs dans l'impossibilité d'adopter le socialisme.

Afin d'aider les lecteurs à sortir de la confusion extrême ambiante ou à ne pas être pris dans cet engrenage effroyable qui finit par broyer toutes les consciences, lors de chaque crise ou guerre j'ai publié des centaines ou des milliers d'articles d'horizons divers, pour que chacun dispose des éléments objectifs indispensables pour interpréter librement la situation sans chercher à imposer mon point de vue ou mes idées, en fournissant seulement une grille de lecture accessible à tous.

En procédant de la sorte, je me suis dit que cela éviterait aux lecteurs de se faire manipuler par des gens sympathiques au premier abord, mais finalement malintentionnés ou parfois tout simplement stupides, cela existe aussi. Il y a tant de gens qui sont de droite et qui l'ignorent, n'est-ce pas ? Surtout, chaque lecteur a pu suivre pas à pas ma démarche, sur quoi reposaient mes positions, et vérifier si mon orientation politique demeurait fidèle aux intérêts de la classe ouvrière et au socialisme ou si au contraire je les aurais trahis.

Je me suis servi du matérialisme dialectique comme boussole, et je pense avoir démontré que c'était un instrument auquel on pouvait se fier en toute circonstance pour ne pas s'égarer ou confondre les intérêts de nos ennemis avec les nôtres.

Ma démarche ou ma conception de la lutte de classe, rompt délibérément avec celle qu'on m'avait enseignée et qu'on retrouve partout dans le mouvement ouvrier, bien qu'elle ait démontré son inefficacité depuis le milieu du XXe siècle.

J'ai conservé l'essentiel des enseignements de la révolution russe de 1917, mais j'ai modifié la partie qui traitait des rapports des masses au pouvoir et des rapports entre les classes, en tenant compte des profondes transformations que la société a connues au cours de la seconde moitié du XXe siècle, surtout dans le domaine de la communication ou de la transmission de l'information, qui à partir de supports très sophistiqués participent à la diffusion de l'idéologie ou de la propagande officielle, au conditionnement de la population dans une société, les réseaux et médias dits sociaux en faisant partie.

La classe dominante se livre à une guerre idéologique et psychologique permanente contre les masses, à un niveau d'intensité décuplé du fait de tous les instruments et agents dont elle dispose parmi la population. Chaque citoyen ou travailleur n'ayant pas développé une conscience de classe aiguë, livré quasiment à eux-mêmes, désormais sans repère, sans direction, ils sont les proies faciles ou idéales d'une armée de charlatans, de bonimenteurs, d'escrocs servant à la fois leurs propres intérêts et ceux du régime en place.

Les opposants à la mondialisation sont des conservateurs ou des réactionnaires.

Ceux de droite voudraient nous renvoyer cinquante ou 70 ans en arrière, à l'époque où l'empire colonial français faisait encore illusion ; ceux de gauche plus loin encore, sous l'Ancien Régime monarchique et féodal quand les masses étaient taillable et corvéable à merci, rejoints en cela par les libertariens ou parmi la pire réaction, c'est d'ailleurs de plus en plus à la mode chez les conservateurs en panne d'imagination qui n'hésitent plus à s'afficher avec ce courant de l'oligarchie financière d'extrême droite. On arrêtera là pour aujourd'hui.

Ces derniers jours par hasard en suivant un lien je suis tombé sur un d'entre eux "*au service de la démocratie*", en réalité il est d'extrême droite ou il en est très proche.

Factuel Media, enquêter sur des faits, au service de la démocratie.

Factuel Media est un nouveau média d'investigation libre et impartial, 100% digital, sans parti pris ni militantisme, qui vous donne chaque jour les clés pour que vous vous fassiez votre propre opinion, en toute liberté.

Factuel Media, une source d'informations indépendante

Stéphane Simon.

Co-fondateur de Factuel.

En 2015, il se diversifie dans le secteur numérique à travers le projet MICA (Médias indépendants de communautés actives), qui édite les Web TV de Michel Onfray, Gilles-William Goldnadel, un avocat franco-israélien, essayiste pro-israélien, militant associatif, politique (UMP), membre du CNIP et néo-conservateur.

Lors de l'élection présidentielle française de 2022, sa société Open Media Factory travaille pour la campagne de Marine Le Pen.

Romain Renner.

Rédacteur en chef adjoint des matinales du Figaro.fr

Responsable des matinales du Figaro.fr (intérim)

Intervenant - CELSA - Ecole des hautes études en sciences de l'information et de la communication

Rédacteur en chef de la rédaction numérique de RTL

Journaliste Actu - Atlantico

Journaliste Actu - Le Figaro

Sur Europe 1 le co-fondateur de Factuel, Stéphane Simon, affirme que le média « *produit de l'information exclusive. Nous ne dépendons d'aucun calendrier idéologique.* » Mais le choix des premiers sujets ainsi que le parcours de l'équipe démontrent le contraire.

Première enquête : la publication de manuscrit de Céline. Auteur antisémite ayant collaboré avec le régime nazi mais dont le talent littéraire permet de faire survivre ses publications. Il est souvent utilisé par les milieux d'extrême droite pour dénoncer les atteintes à la liberté d'expression.

Le refus de l'idéologie comme formule de communication est une ritournelle déjà utilisée par les chaînes d'informations en continu. Milieu dont proviennent la plupart des membres de l'équipe rédactionnelle. Il est possible de taire les slogans politiques et d'adoucir les angles mais de là à se revendiquer garant de la neutralité, le pari est osé.

Les internautes ne sont pas dupes, comme le souligne certains commentaires « *Heureusement que vous n'avez aucune idéologie [...] tous les articles sont liés à l'extrême droite et ses thématiques. Le tout soutenu par des figures de CNEWS.* »

Concernant l'indépendance du média elle reste à confirmer. Le capital de l'entreprise est actuellement de 20.000 euros. Une somme plutôt modeste alors que la composition des équipes annonce déjà une vingtaine de journalistes salariés pour un lancement officiel prévu en mai 2023. Les porteurs de projet espèrent 25.000 abonnés pour un revenu annuel avoisinant les 2 millions 375.000 euros.

L'un des fondateurs de Factuel est Sami Biasoni, directeur de cabinet et secrétaire général de la direction innovation digitale à la Société Générale. On note aussi une forte présence de journalistes issus des groupes Canal+, Altice et NextRadioTV, propriétés respectives de Vincent Bolloré, Patrick Drahi et Alain Weill. Le gain pour le pluralisme de la presse reste à confirmer.

Les parrains :

– Christine Kelly : Journaliste de profession, ancienne membre du CSA, elle est connue pour ses affinités avec Eric Zemmour et une modération des débats sur Cnews très orientée en faveur des idées de l'extrême droite. Sa capacité à contrer les désinformations exprimées à l'antenne est proche du néant.

– Dominique Rizet : Ancien journaliste du Parisien, des Nouvelles de Versailles, du Figaro, de France Soir et de BFM-TV. Il est spécialisé dans les faits divers. Sa recherche du buzz l'a conduit en 2015 à révéler l'emplacement d'otages de l'hyper-cacher avant même leur libération. Un choix qui a fait polémique et constituait une mise en danger. Il est aussi proche du syndicat Alliance Police Nationale, dont il anime le 10ème congrès en avril 2023.

La rédaction :

– Romain Renner, rédacteur en chef de Factuel. Sa carrière se concentre au Figaro.

– Noémie Halioua, responsable du service international de Factuel. Journaliste au Figaro et rédactrice en chef du bureau parisien d'I24news, média régulièrement accusé de soutenir le projet politique de Benjamin Netanyahu. Noémie Halioua est une invitée régulière de Front Populaire de Michel Onfray. Sur Causeur elle publie des articles de soutien à Alain Finkielkraut. Après la sortie sexiste de Vincent Cassel, Noémie Halioua lui apporte son soutien.

– Sabrina Bouyer : responsable du pôle France à Factuel. Réalisatrice elle fut rédactrice en chef à RMC Story de 2018 à 2019 pour les sujets judiciaires. Ses thèmes se focalisent autour des faits divers. Elle réalise notamment des documentaires pour C8 et dirige l'émission Alerte Enlèvement : les grandes affaires. Elle semble apprécier Nicolas Sarkozy et s'affiche à ses côtés dans des publications sur LinkedIn. (Source : Pragma Média.)

J-C - Poubelle !

Le sionisme contre Israël

Extraits.

- La « *question juive* » reflète en fait la question sociale.

- Rappelons en passant que les restrictions apportées à la liberté de conscience sont contraires aux principes marxistes. Comme Engels l'a souligné dans sa polémique avec Dühring, la position socialiste ne consiste pas à combattre les manifestations religieuses mais bien le substrat économique dont elles sont — en dernière analyse — le produit médiatisé. Le marxisme est un pari sur l'extinction graduelle de la conscience religieuse par la disparition de son fondement réel dans la société.

- Les marxistes défendent le droit des masses juives à développer librement leur vie culturelle aussi longtemps qu'elles souhaiteront affirmer leur spécificité. Il ne s'agit pas seulement d'une politique humaine et démocratique, c'est aussi la seule ligne qui permettra à cette minorité si souvent opprimée d'exprimer pleinement les courants internationalistes et socialistes qui imprègnent profondément les meilleurs de ses fils, prise de conscience politique qui n'est elle-même que le reflet de la compréhension des fondements socio-économiques du problème juif. Le socialisme — l'humanisme le plus radical — vise au développement de toutes les potentialités de la nature humaine.

Mais la condition juive et la conscience de groupe qui en découle dérivent de la spécificité de la fonction sociale remplie par la population juive et du maintien de celle-ci dans ce rôle par la société capitaliste. Ce particularisme est puissamment renforcé par les courants antisémites. Le mouvement ouvrier doit lutter avec vigueur contre la moindre manifestation d'oppression ou de discrimination à l'égard des minorités nationales ou religieuses. Dans la mesure où la survie du peuple juif est historiquement liée au capitalisme, l'effort socialiste tend cependant à en supprimer le fondement.

Cette évolution historique est inéluctable et seul un réactionnaire au sens plein du terme peut souhaiter préserver artificiellement la condition spécifique juive qui a déterminé aussi bien les misères du peuple juif que ses intervalles de prospérité. S'opposer à l'assimilation qui s'opère naturellement et volontairement par la destruction des cloisons nationales et l'effacement des distinctions entre les peuples, déjà sous le régime capitaliste, c'est être, comme disait Lénine 81, « *partisan de ce qui est ancien, de ce qui porte un caractère de caste parmi les juifs* », c'est admirer le « *postérieur* » juif, c'est préférer en dernier ressort le régime qui engendre l'antisémitisme et la conscience nationale juive au socialisme qui supprimera l'un et l'autre en extirpant leur racines. N'est-ce pas ce qu'avoue candidement le président de l'Organisation Sioniste mondiale, Nahoum Goldmann, en déclarant 82: « *Le danger que représente pour la survie du peuple juif l'intégration des communautés juives dans les peuples parmi lesquels elles vivent est plus grand que celui que comportent les menaces extérieures, l'antisémitisme ou les persécutions* ».

La dissolution graduelle des communautés juives dans la population environnante ira vraisemblablement de pair avec l'effacement de toutes les barrières nationales après un épanouissement sans précédent des cultures nationales annonçant leur dépassement.

81. V.I. Lénine, Notes critiques sur la question nationale, Moscou 1951, pp. 12-17.

82. Le Monde, 13-1-1966.

Lu.

Biden et d'autres responsables américains continuent de défendre l'indéfendable en déployant leur notion éculée et tordue du droit d'Israël à « *l'auto-défense* ».

Si nous appliquons ce raisonnement – promu à la fois par les États-Unis et par Israël – aux 75 années d'histoire précédant le 7 octobre, combien de fois au cours de cette période les Palestiniens auraient-ils eu « *justifié* » le massacre de milliers d'enfants israéliens, en attaquant systématiquement leurs hôpitaux et leurs écoles? Combien de fois auraient-ils agi en « *légitime défense* » en rasant des quartiers entiers en ruines, transformant les immeubles d'habitation que les civils israéliens considéraient autrefois comme leur domicile en tombeaux en béton? Cette justification ne fonctionne que pour Israël parce que les Palestiniens ne peuvent pas imposer une telle destruction à Israël et à son peuple. Il n'a ni armée, ni marine, ni force aérienne, ni État-nation puissant pour lui fournir le matériel militaire le plus moderne et le plus meurtrier. Elle ne possède pas des centaines d'armes nucléaires. Israël peut réduire en cendres Gaza et sa population parce que les États-Unis le facilitent, politiquement et militairement.

Confirmation ou à savoir.

- Malgré les allégations israéliennes de redditions massives de combattants du Hamas, Haaretz a rapporté que « *parmi les centaines de détenus palestiniens photographiés menottés dans la bande de Gaza ces derniers jours, environ 10 à 15 pour cent sont des membres du Hamas ou sont identifiés à l'organisation* », selon la sécurité israélienne. Israël n'a produit aucune preuve pour étayer son affirmation selon laquelle même ce prétendu petit groupe de prisonniers déshabillés étaient des guérilleros du Hamas.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Depuis le 7 octobre dernier, l'armée israélienne mène une guerre dévastatrice contre Gaza qui a fait, jusqu'à lundi soir, 19 453 morts, outre 52 286 blessés, pour la plupart des enfants et des femmes, des destructions massives d'infrastructures et une "*crise humanitaire sans précédent*" selon des sources palestiniennes et onusiennes.

- Montrant son vrai visage, l'entité sioniste fait saigner la bande de Gaza la réduisant ainsi que ses habitants en miettes, grâce à la couverture que lui procure le monde occidental.

Les raids israéliens destructeurs et meurtriers se poursuivent sans relâche. Ils ont frappé ce mardi depuis la nuit Deir al-Balah au centre, Khan Younes au sud, Jabalia et son camp à l'est,

Rafah au sud où les déplacés palestiniens devraient trouver refuge, voire même Beit Hanoun au nord et que son armée affirme avoir contrôlé entièrement.

C'est dans la ville de Gaza et son quartier chic al-Rimal que le massacre le plus atroce a été réalisé: il est question de 50 martyrs et de 50 disparus dans les décombres.

Sans oublier les hôpitaux qui sont hors-service l'un après l'autre. Les organisations internationales sont horrifiées.

Récent bilan encore toujours provisoire des victimes dans la bande de Gaza selon le ministère de la Santé, 100 martyrs, ce qui porte le bilan depuis le 7 octobre à 19.667 martyrs et celui des blessés à 52.586.

Lors d'une interview avec la télévision israélienne Channel 13, un chroniqueur israélien n'a pas caché sa soif de sang qui n'a pas encore été étanchée. Se disant insatisfait du cours de l'offensive israélienne, Tzevi Yaazaqi a dit qu'il fallait « *dès le début tuer 100 mille palestiniens d'un seul coup, puis aller vers un cessez-le-feu pour réclamer la libération otages* ».

Chiffre qui illustre les pertes palestiniennes, le journaliste Houssam Salem a recensé 100 membres de sa famille qui ont été tués, 50 qui sont disparus et 16 qui sont blessés. french.almanar.com.lb 20 décembre 2023

Haaretz : un char israélien a ouvert le feu sur une maison où étaient retranchés des combattants palestiniens et des otages israéliens - french.almanar.com.lb 19 décembre 2023

Le quotidien israélien Haaretz a révélé des images qui montrent un char israélien ouvrir le feu en direction d'une maison dans la colonie israélienne Be'eri le 7 octobre, lors de l'attaque du Hamas Déluge d'al-Aqsa dans l'enveloppe de Gaza.

Dans cette maison, des combattants du Hamas étaient retranchés ainsi que des otages israéliens, précise Haaretz.

Ce dernier indique que les images ont été prises par un hélicoptère de la Police israélienne qui avait été sollicité après cet événement.

Il rapporte qu'une fille israélienne qui avait fui la rave party à Reim et s'était réfugiée dans une maison de ce kibboutz a demandé à un soldat si les obus du char pourraient atteindre les otages et qu'il lui avait répondu qu'ils bombardent seulement les abords de la maison pour détruire les murs.

Une otage, retenue dans la maison, raconte quelle a été touchée par des éclats d'obus.

Le rapport indique que les soldats du kibboutz ont déclaré que les coups de feu enregistrés depuis l'hélicoptère étaient un coup de semonce après lequel le char a été touché, suivi d'un autre char tirant à nouveau sur la maison.

Citant un membre du service de protection de la colonie, le quotidien rapporte qu'il a dit que « 500 militaires étaient dehors pendant que les otages perdaient leur sang. Et l'armée qui était là-bas se tenait là et ne comprenait pas ce qui se passait ».

C'est la deuxième fois que le journal israélien fait ce genre de révélations dans lesquelles il dévoile que l'armée est impliquée dans la mort d'Israéliens le 7 octobre.

Citant un rapport des évaluations sécuritaires, il avait assuré le 18 novembre qu'un hélicoptère israélien dépêché vers l'endroit où se tenait la Rave party après avoir appris qu'elle a été attaquée par des combattants palestiniens et qu'il a ouvert le feu sur eux sans distinction avec les gens qui s'enfuyaient.

Le 17 octobre, une femme israélienne qui a été témoin de l'opération Déluge d'al-Aqsa dans la colonie Be'eri avait assuré que des Israéliens avaient été tués par les forces de sécurité israéliennes, lors d'accrochages violents avec les combattants du Hamas.

« Ils ont éliminé tout le monde dont les otages israéliens », a-t-elle assuré pour la radio israélienne, a rapporté le site Electronic intifada.

- Les atrocités commises par Israël dans la bande de Gaza pourraient nécessiter la création d'un tribunal spécial de l'ONU, a déclaré au Financial Times Martin Griffiths, secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires humanitaires. mondoweiss-net 19.12.2023

- Le porte-parole de l'agence onusienne, James Elder, s'est dit "furieux que ceux qui détiennent le pouvoir haussent les épaules face aux cauchemars humanitaires infligés à un million d'enfants" lors d'un point-presse à Genève, à son retour du territoire palestinien. Il a ajouté que le plus grand hôpital de Gaza en état de fonctionner "a été bombardé à deux reprises" alors qu'il abrite "un grand nombre d'enfants (...), mais aussi des centaines de femmes et d'enfants qui cherchent à se mettre à l'abri". Gaza est le lieu "le plus dangereux au monde" pour un enfant, a-t-il affirmé. AFP

- Des centaines de personnes ont manifesté lundi à New York pour soutenir la Palestine et exiger un "cessez-le-feu à Gaza". aa.com.tr 20.12.2023

- Un ingénieur Égyptien a été agressé par un citoyen américain pour avoir brandi le drapeau palestinien dans une station de ski de l'État du Colorado, aux États-Unis.

Dans une déclaration à un correspondant d'Anadolu, Mahmoud Al-Shazly (26 ans), né au Texas et d'origine égyptienne, a déclaré : "Si j'avais brandi le drapeau israélien, ils auraient certainement applaudi".

Al-Shazly a déclaré qu'il s'était battu avec son agresseur pendant un certain temps, de manière à l'empêcher de prendre le drapeau palestinien, précisant qu'à l'exception d'une seule personne, ceux qui étaient présents n'avaient rien fait pour l'aider.

Il a précisé que la police avait dressé un procès-verbal de l'agression dont il avait été victime et que l'agresseur avait été notifié des poursuites à son encontre.

Al-Shazly a souligné qu'il ne renoncerait pas à faire valoir ses droits et qu'il continuerait à poursuivre son agresseur en justice. aa.com.tr 20.12.2023

- Pretoria : les sud-africains qui rejoignent l'armée israélienne sont passibles de poursuites judiciaires

Les ressortissants sud-africains qui s'engagent dans les rangs de l'armée israélienne, dans le cadre du conflit qui sévit actuellement à Gaza, risquent d'être poursuivis dans leur pays d'origine, a averti le ministère des Affaires étrangères sud-africain.

"Le gouvernement sud-africain est gravement préoccupé par les informations indiquant que certains citoyens sud-africains et résidents permanents ont rejoint ou envisagent de rejoindre les forces de défense israéliennes dans la guerre à Gaza et dans les autres territoires palestiniens occupés", peut-on lire dans un communiqué du ministère, publié ce lundi.

"Une telle démarche pourrait potentiellement contribuer à la violation du droit international et à la commission d'autres crimes internationaux, ce qui les rendrait passibles de poursuites en Afrique du Sud", est-il précisé.

Le ministère a également indiqué que tout sud-africain souhaitant servir dans une armée étrangère devait d'abord s'adresser au Comité national de contrôle des armes conventionnelles (NCACC), qui *"recommande au ministre de la défense et des anciens combattants d'accepter ou de refuser une telle demande"*.

Toute personne rejoignant l'armée israélienne sans l'autorisation nécessaire du NCACC *"enfreint la loi et est passible de poursuites"*, ajoute le communiqué. aa.com.tr 20.12.2023

La Malaisie interdit à la compagnie maritime israélienne, ZIM d'accoster dans ses ports - french.prestv.ir 20 December 2023

Le gouvernement malaisien a annoncé mercredi 20 décembre qu'il interdisait à tous les navires appartenant à des Israéliens ou battant pavillon israélien, ou bien se dirigeant vers Israël, d'accoster dans ses ports.

Le Premier ministre malaisien Anwar Ibrahim a déclaré que le ministère des Transports prendrait des mesures en imposant une interdiction permanente à l'encontre de l'entreprise ZIM, avec effet immédiat.

« Cette restriction est une réponse aux actions d'Israël qui méprisent les principes humanitaires fondamentaux et violent le droit international à travers des massacres et des atrocités continus contre les citoyens palestiniens », a-t-il réaffirmé dans un communiqué. french.presstv.ir 20 December 2023

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Ils sont bien en guerre totale contre le peuple.

J-C – Ce sont eux qui recourent à une rhétorique guerrière en évoquant une « *arme constitutionnelle* », qui « *visé* »... Bref, ils nous ont dans le collimateur...

Budget : Elisabeth Borne recourt une nouvelle fois au 49.3, le 23e depuis son arrivée à Matignon, pour l'adoption définitive du budget 2024 - AFP/franceinfo 19/12/2023

Dans un hémicycle déserté à la suite de l'adoption d'un compromis sur le projet de loi immigration, Elisabeth Borne a de nouveau engagé la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale, mardi 19 décembre, en utilisant l'article 49.3 de la Constitution. C'est la 23e fois qu'elle a recours à cette arme constitutionnelle depuis sa nomination à Matignon, en mai 2022. Elle vise, cette fois, l'adoption en lecture définitive de l'ensemble du projet de loi de budget pour 2024. AFP/franceinfo 19/12/2023

En famille. Il faut bien qu'ils désignent un bouc émissaire : l'immigré, le Hamas, le Palestinien, l'Arabe.

Loi immigration - lejdd.fr 20/12/2023

Le projet de loi immigration a été adopté à l'Assemblée nationale peu avant 23h30 ce mardi 19 décembre. Au total, 349 voix se sont prononcées pour la loi immigration, et 186 contre. Dans le détail, ce sont les députés Renaissance (131 pour), Rassemblement national (88 pour) et Républicains (62 pour) qui ont voté en faveur du projet de loi. En revanche, les élus Insoumis et socialistes ont tous voté contre.

Plus tôt dans la journée mardi, Aurélien Rousseau, mais également Sylvie Retailleau, ministre de l'Enseignement supérieur, et Patrice Vergriete, ministre du Logement, étaient allés voir la Première ministre et avaient menacé de démissionner si le texte était adopté.

Si les députés de la majorité présidentielle ont essentiellement voté pour le projet de loi immigration, ils sont 20 à s'y être opposés et 17 à s'être abstenus. Emmanuel Macron prendra la parole sur la loi immigration en fin de journée, dès 19 h, dans l'émission C à vous, sur France 5, a annoncé France Télévisions. À la suite de l'adoption du texte, Elisabeth Borne a affirmé sur son compte X que ce projet de loi était « *nécessaire, utile, attendu par les Français* » et qu'il était « *conforme aux valeurs républicaines* ». lejdd.fr 20/12/2023

Que contient le texte ?

Régulariser les travailleurs sans-papiers

La régularisation des travailleurs sans-papiers dans les métiers en tension était l'un des points de discorde. Si le gouvernement souhaitait créer un titre de séjour pour ces travailleurs, exerçant notamment dans le secteur du BTP et de la restauration, la droite y voyait un véritable appel d'air. Les sept sénateurs et les sept députés de la CMP se sont ainsi mis d'accord pour conditionner ce titre de séjour à une période de résidence en France d'au moins trois ans, et d'activité salariée d'au moins 12 mois sur deux ans. Cette expérimentation s'appliquera jusqu'à la fin de l'année 2026. L'employé sans-papiers pourra entreprendre ses démarches en préfecture seul, sans devoir passer par son employeur.

Les aides sociales conditionnées

L'accès aux prestations sociales sera désormais conditionné. Les étrangers sans emploi devront passer cinq ans sur le territoire national avant d'être éligible à une aide. La règle sera de trente mois pour les travailleurs. Concernant les APL, les personnes sans emploi devront toujours attendre cinq ans contre trois mois pour les personnes exerçant un métier.

Les quotas

Si le texte de départ proposé par Gérald Darmanin ne mentionnait pas de quotas migratoires, le Sénat a ajouté cette mesure. Celle-ci prévoit de créer des quotas de personnes admises à séjourner en France pour trois ans pour des motifs économiques. La mesure a été retenue dans l'accord mais, pourrait être retoquée par le Conseil constitutionnel.

Le droit du sol

Le Sénat a mis fin à l'automaticité du droit du sol en France. L'accord propose désormais qu'une personne née en France de parents étrangers fasse la demande entre ses 16 ans et ses 18 ans pour obtenir la nationalité française. Les personnes condamnées pour des crimes ne pourront néanmoins pas obtenir la nationalité.

Une déchéance de nationalité

Le camp présidentiel a accepté d'accorder à la droite que toute personne possédant la double nationalité, condamnée pour homicide volontaire contre un membre des forces de l'ordre, soit déchue de sa nationalité française.

Les mineurs interdits en centre de rétention

La macronie a réussi à conserver la mesure prévoyant d'interdire le placement des mineurs en centre de rétention administrative. À l'heure actuelle, les enfants et leurs parents peuvent être placés dans ces lieux en attendant leur expulsion.

Le regroupement familial durci

Les conditions pour permettre à un étranger de faire venir sa famille en France vont être durcies. Le temps d'attente pour pouvoir formuler une demande passera de 18 mois à 24 mois.

L'étranger devra également prouver qu'il possède des ressources « *stables, régulières et suffisantes* », et qu'il a accès à l'assurance-maladie. En cas de mariage, le partenaire devra être âgé de 21 ans, contre 18 ans actuellement.

Une caution déposée par les étudiants étrangers

Pour demander un visa, les étudiants étrangers devront déposer une caution à l'État. Le but est de couvrir le coût de potentiels « *frais d'éloignement* ».

L'aide médicale d'État réformée en 2024

Si la droite souhaitait sa suppression, c'est finalement un projet de loi sur l'aide médical d'État qui sera présenté « *au début de l'année 2024* », s'est engagé Élisabeth Borne. En revanche, l'accord validé en CMP comprend une restriction de l'accès au titre de séjour pour les étrangers malades. Il ne sera donc plus possible pour les sans-papiers de venir en France dans le but de se faire soigner gratuitement. lejdd.fr 20/12/2023